FAUCONNIER-CHABALIER (Martine), *Les destins croisés des pupilles et de leurs familles (1914-1939)*

Rennes, Presses de l'École des hautes études de santé publique, 2009,
234 p.

Dominique Lerch

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2368>

DOI : 10.4000/histoire-education.2368

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 118-119

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Dominique Lerch, « FAUCONNIER-CHABALIER (Martine), *Les destins croisés des pupilles et de leurs familles (1914-1939)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 131 | 2011, mis en ligne le 29 mars 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2368> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2368>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

FAUCONNIER-CHABALIER (Martine), *Les destins croisés des pupilles et de leurs familles (1914-1939)*

Rennes, Presses de l'École des hautes études de santé publique, 2009,
234 p.

Dominique Lerch

RÉFÉRENCE

FAUCONNIER-CHABALIER (Martine), *Les destins croisés des pupilles et de leurs familles (1914-1939)*, Rennes, Presses de l'École des hautes études de santé publique, 2009, 234 p.

- 1 À partir d'un corpus de 5 000 pupilles et de l'analyse approfondie de 400 dossiers en Ille-et-Vilaine, entre 1914 et 1939, l'auteur approche la réalité des familles abandonnantes (de fait, essentiellement la mère et ses parents, le géniteur étant de fait occulté la plupart du temps), les ruptures et les reprises de liens. Le cadre législatif est lié à la loi du 27 juin 1904 : à dater de cette loi, les enfants trouvés, abandonnés, orphelins pauvres, les enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés sont assimilés à des pupilles de l'Assistance publique, placés sous la tutelle du préfet. Cette loi avait été précédée, le 24 juin 1889, par une autre loi instaurant la possibilité de déchéance de la puissance paternelle. Chacune de ces « catégories » relevant du statut de pupille fait l'objet d'une discussion précise, souvent reliée à notre époque. La France comptait 130 000 pupilles en 1833, 150 000 en 1911, 2 366 en 2006 : contraception (1967), IVG (1975), maintien des relations, adoption (5 000 adoptions en France actuellement), se conjuguent avec des effets visibles.
- 2 La majorité des enfants deviennent pupilles la première année de leur vie, avec une surmortalité qui peut avoisiner un décès sur deux dans certains départements (p. 39). Rapidement confiés à une nourrice après leur admission et un court passage à l'hospice dépositaire (une exception pour les pupilles handicapés physiques ou mentaux : le

placement en établissement, p. 45), l'enfant a une vie professionnelle toute tracée : ouvrier agricole ou domestique. Ce qu'Astrid Lingren explique fort bien dans *Rasmus et le vagabond* paru en 1956 et traduit en français en 1978. Bien accueilli – en majorité – ou au contraire maltraité, dans la famille d'accueil, il est vêtu, surveillé, suivi... et garde à vie une trace indélébile.

- 3 Les mères connues sont très souvent célibataires, jeunes, de milieux très modestes, souvent mineures (moins de 21 ans). Dans les trois quarts des dossiers étudiés, il n'y a pas d'indication sur les parents : une certaine transmission se fait par le biais d'habits, de médailles (1 dossier sur 6), du nom choisi. Misère (en 1900, 900 000 domestiques en France), profonde solitude accompagnée par la sage-femme (la guerre de 1914-1918 amène quelques abandons d'enfants adultérins), mise à la porte par l'employeur ou la famille : il y a là des milliers de Mère Courage.
- 4 Si les règlements favorisent la rupture définitive, près de 19 % des familles demandent par écrit à reprendre leur enfant, ce qui advient dans une (petite) moitié de ces demandes (8,8 %) pour la période. Ceci, sans accompagnement aucun ni des nourrices, ni des familles d'accueil, ni des parents (la mère, les grands-parents maternels). Ce contexte rend compte d'une recherche d'origines de la part de l'enfant adopté, facilitée par la loi du 22 janvier 2002, mais entravée de fait par l'absence d'archives des cliniques d'accouchement et des sages-femmes.
- 5 Avec des documents en annexe, une chronologie législative thématique (l'Assistance publique devient l'Aide sociale à l'enfance en 1956), cette étude d'une professionnelle du domaine social continue une tradition de recherches sur la pauvreté, l'assistance, et ne cesse d'interroger sur nos jugements, montrant l'importance des investigations à mener sur la domesticité, surtout rurale, le métier des sages-femmes (étudiées surtout pour la période moderne), etc.